

22 juillet 2001 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Conférence de presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur les manifestations anti-mondialisation, la maîtrise de la mondialisation, les décisions du sommet du G8 de Gênes dont celle de créer le fonds thérapeutique, l'environnement, la lutte contre la pauvreté, le développement de l'Afrique, l'éthique internationale, l'élargissement du G8 et l'action du G8 au Proche-Orient, Gênes, Italie, le 22 juillet 2001.

LE PRESIDENT - Mesdames, Messieurs,

Je voudrais tout d'abord saluer et remercier les journalistes. Parce que cette année, ça n'a pas été particulièrement facile, je le comprends, ça a été un peu sous tension, y compris cette nuit où on nous a prévenus à une heure matinale, ou tardive, selon la façon dont on apprécie les choses, pour que nous puissions intervenir. Ce n'est pas toujours un métier facile, au fond, quand on y réfléchit que le métier de journaliste.

Je voudrais d'abord dire un mot de ces manifestations et commencer en redisant ma consternation devant la mort d'un jeune homme. C'est une tragédie que rien, naturellement, ne peut justifier. Et, au-delà de ce drame, il y a tout de même eu ici, je ne sais pas combien, 130, 150, 200000 manifestants venus d'un peu partout, c'est tout de même quelque chose. Ces manifestants ne sont pas venus simplement pour obéir à des mots d'ordre de telle ou telle organisation révolutionnaire, c'est quelque chose de beaucoup plus profond et qui par conséquent doit être compris.

Il y a tout de même un problème dans nos démocraties modernes entre ceux qui s'abstiennent de voter, et dont le nombre va croissant, et ceux qui manifestent leur inquiétude, leur angoisse, leur peur ou tout simplement d'ailleurs leurs espoirs, et qui sont également en nombre croissant. Il y a à l'évidence un problème de communication entre les responsables démocratiquement élus, et dont la responsabilité ne peut pas être contestée ni entravée, et puis l'opinion publique. Ça, c'est un problème, je l'ai développé hier soir pendant le dîner de travail, qui mérite une vraie réflexion et qui ne peut pas se satisfaire d'approximation.

On peut parfaitement comprendre l'inquiétude qui s'exprime devant l'extraordinaire accélération de l'évolution du monde, c'est vrai. Et, en démocratie, il est naturellement légitime de pouvoir s'exprimer, de manifester. C'est d'ailleurs un droit et ce droit doit être évidemment respecté. Mais parce que, précisément, ce droit à s'exprimer, à manifester existe, alors, la violence, elle, ne peut pas être acceptée. Je n'ai pas besoin de vous dire que je la condamne.

Par ailleurs, il ne faut pas se tromper, la mondialisation, d'abord, elle est inéluctable. Vouloir l'arrêter relève de l'utopie. Et puis elle n'est pas l'ennemi et elle ne doit pas servir de bouc émissaire. Le développement des échanges est par essence créateur de richesses et donc, à

condition que cette richesse soit bien répartie, créateur de bien-être. Sur le plan purement national, pour ce qui concerne notre pays, la France, quatrième exportateur mondial, a naturellement tout intérêt à ce que les échanges soient facilités et se développent. Nos démocraties, bien sûr, ne peuvent pas pour autant être de simples spectatrices de la mondialisation. Elles doivent l'apprivoiser, l'accompagner, la maîtriser, l'humaniser, la civiliser. Et c'est une tâche qui s'impose. Et c'est bien cet objectif qui est celui des réunions des principaux responsables du monde, notamment sur le plan de l'économie. C'est tout à fait essentiel qu'ils puissent se voir, qu'ils puissent parler, qu'ils puissent se convaincre, si j'ose dire, que les plus généreux puissent convaincre ceux qui auraient tendance à l'être moins.

Si l'on ne se parle pas, alors, on ne maîtrisera pas les événements. Alors, on aura tous les inconvénients de la mondialisation et pas seulement les avantages. Il est donc essentiel pour le contrôle de cette mondialisation que les responsables, notamment des grands pays, puissent se réunir. Et donc ce qui doit être recherché aujourd'hui, et cela a été le thème de mon développement hier soir, c'est de voir, non pas sur l'instant, sur l'obstacle, mais préalablement et dans la préparation des choses, comment un vrai dialogue peut se nouer, de façon à ce que les inquiétudes, les peurs, les espoirs, de ce qu'on appelle aujourd'hui les ONG, la société civile, de l'ensemble de ces organisations qui sont aussi l'une des expressions de la démocratie, comment ce dialogue peut se nouer de façon à être pris en compte dans les orientations, les décisions. C'est très important.

Voilà ce que je voulais dire en ce qui concerne les manifestations, dont on pourrait naturellement parler beaucoup plus longtemps. Mais cela ne doit pas tout de même effacer complètement ce qui par ailleurs a été fait et dont je vais vous dire un mot, parce que c'est positif.

D'abord, on a pris un certain nombre de décisions qui ne sont pas négligeables, beaucoup s'en faut. Il y a eu la création, dans le domaine de la santé, du fonds thérapeutique. Vous me permettrez d'être particulièrement sensible à cette affaire. Je milite pour cela depuis 1997, de façon active. J'avais lancé cette idée au sommet d'Abidjan. Ce fonds, maintenant, existe. Il a, pour les seuls membres du G8, rassemblé 1,3 milliard de dollars. Il va rapidement, d'après tous les experts, atteindre des niveaux beaucoup plus importants puisqu'on escompte dans un délai raisonnable atteindre une masse qui est la masse critique de 10 milliards de dollars.

C'est important. En terme de solidarité nord-sud, c'est la première fois qu'un geste de cet ampleur est fait. Et puis, naturellement, c'est important pour les victimes du sida, de la malaria, de la tuberculose, qui vont tout de même être pris en charge mieux.

Nous avons parlé de l'éducation. C'est la première fois que le G8 affirme sa volonté de prendre en compte cet élément essentiel de la dignité des hommes et des femmes et du développement. Ce sera un des thèmes majeurs du sommet de l'année prochaine au Canada et nous avons, nous, particulièrement insisté sur l'éducation des filles qui, plus que les garçons, dans les pays en développement, sont victimes de l'analphabétisme et du manque d'éducation.

Nous avons discuté de façon sérieuse et approfondie, et cette fois-ci non pas en termes d'affrontement ou négatifs, mais très positifs, même si nous n'avons pas atteint les conclusions que pour ma part j'aurai souhaitées, des problèmes de sécurité de l'alimentation et des OGM. Et nous avons mis en place un mécanisme de discussion qui inclut la société civile, pour essayer de déterminer comment on peut allier les besoins des populations, les évolutions scientifiques et le principe essentiel de précaution.

Nous avons poursuivi nos progrès dans le domaine de la lutte contre la criminalité internationale.

Nous avons poursuivi et mis en place les modalités d'une lutte contre le fossé numérique.

Nous avons mis en place les moyens d'impulsion à donner dans un domaine très important qui est celui des énergies renouvelables.

Alors, par ailleurs, il y a eu quatre grands sujets.

D'abord, l'environnement. C'est l'affaire de Kyoto. Vous connaissez tous à la fois le débat et le problème. Dans un premier temps, on voulait adopter un texte qui ne reconnaissait pas qu'il y avait un désaccord entre nous, entre ceux qui considèrent que le mécanisme de Kyoto est le seul qui soit en mesure de maîtriser ce phénomène si dangereux pour l'avenir de l'humanité et de la

planète, notamment les Européens, et puis ceux, essentiellement les Américains, qui considèrent que ce mécanisme est inapproprié et qu'il faut chercher autre chose pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Nous avons eu un débat long et, pour dire les choses, difficile. Surtout pour moi d'ailleurs, puisque la France était pratiquement isolée dans sa volonté d'affirmer qu'il y avait un désaccord. Ce n'était pas simplement pour le plaisir d'utiliser un mot. Mais, si nous avons accepté tous les textes de compromis qu'on nous a proposés, qui effaçaient la notion même de désaccord, c'était tout de même une manière de dire que nous étions prêts à engager une négociation sur l'essentiel, c'est-à-dire les mécanismes qui sont de notre point de vue, et du point de vue de l'ensemble des scientifiques dans le monde, les seuls en mesure d'améliorer la situation. Je ne dis pas de régler le problème mais, en tous les cas, d'améliorer la situation.

Et, donc, cela a été reporté de séance en séance, de dîner en déjeuner, et, finalement, ce matin, a été adopté un texte qui est bon, qui est celui que nous souhaitons, c'est-à-dire qui reconnaît qu'il y a un désaccord. Alors, il y a un désaccord. Cela ne veut pas dire que nous ne voulons pas tous trouver la solution, mais il y a un désaccord. Ce qui veut dire que l'Union européenne ne change pas sa position. C'était essentiel.

Le deuxième grand sujet a été la lutte contre la pauvreté. C'est pour moi une grande satisfaction que nous soyons arrivés, et je dois dire que la présidence belge de l'Union européenne, le Premier Ministre belge, M. VERHOFSTADT, a été très actif dans ce domaine, que nous soyons arrivés à remettre sur la table le problème de l'aide publique au développement. Cela fait des années que l'aide publique au développement, qui a été l'une des grandes ambitions des nations riches puisqu'on avait même fixé il y a une quinzaine d'années à 0,7% du produit intérieur brut le niveau qu'elle devait atteindre et qu'elle n'a naturellement jamais atteint, cela fait des années que cette aide publique au développement, globalement, pour l'ensemble des pays riches et notamment ceux du G8, baisse, même s'il y a quelques frémissements en Allemagne ou en Angleterre pour interrompre ce phénomène. La France reste très bien placée mais baisse aussi. Beaucoup avaient essayé d'imposer le principe " trade not aid ", le commerce et pas l'aide publique au développement. Et vous savez que je me suis toujours battu, sans succès, pendant longtemps, contre cette appréciation des choses, au motif qu'il ne peut pas y avoir de commerce s'il n'y a pas d'abord mise en oeuvre des infrastructures nécessaires pour qu'un pays puisse économiquement décoller. S'il n'y a pas les routes, les hôpitaux, les écoles, il n'y a pas de commerce.

Et pour la première fois, pour la première fois depuis bien longtemps, ce débat a pu avoir lieu de façon approfondie. Et l'orientation a été arrêtée. Certes, on n'a pas fixé de chiffres, encore que cette hypothèse a été évoquée, ce qui pour moi était une immense satisfaction. Mais on a clairement réhabilité le principe de l'aide publique au développement, sa nécessité et l'obligation dans laquelle nous sommes, sinon d'atteindre un certain chiffre, au moins, ensemble, de relever le niveau de notre aide au développement. Cela est très important. Cela a été une grande novation de ce sommet. Et je dois que le Président américain n'a pas fait opposition, ce qui tout de même était une nouvelle orientation.

Le troisième grand sujet, cela a été l'Afrique. Là encore, je voudrais dire que la présidence belge a apporté une contribution importante et, là encore, j'ai eu une grande satisfaction. Car c'est la première fois, au niveau du G8, que l'on parle sérieusement de l'Afrique et de ses problèmes. Ce continent qui a tant donné aux hommes, de gré ou de force, et qui, aujourd'hui, a tant besoin de la solidarité internationale, a été pour la première fois l'objet d'une analyse objective de ses besoins et de la solidarité que cela impliquait.

Le dîner, avant hier, en présence, notamment, des responsables africains, de certains responsables africains, a été pour moi un moment assez émouvant. Car c'était la première fois, là encore, qu'on parlait sérieusement de ce sujet.

Nous sommes un peu là, si j'ose dire, à un tournant, dans la mesure où l'Afrique vient de marquer très clairement sa volonté de prendre en main son destin.

Cela s'est manifesté par deux grandes initiatives. La première, l'initiative de M. Thabo MBEKI, le Président sud africain, qui a proposé ce qu'on a appelé le " MAD " le " Millenium African Plan "

Président sud africain, qui a proposé ce qu'on a appelé le "MAP", le Millennium African Plan, qui était un plan de développement durable pour l'Afrique. Et le deuxième, c'est le plan présenté par le Président du Sénégal, M. Abdoulaye WADE, qui a présenté son propre plan de développement durable.

Ces deux plans étaient à la fois extrêmement sérieux et complémentaires. Et, à l'occasion de la réunion de l'Organisation de l'Unité Africaine à Lusaka, il y a quelques jours, les Africains unanimes ont décidé de fusionner ces deux plans et ont demandé au Président sénégalais, M. WADE, de venir le présenter au G8. Ce qui a été fait. Et il y a là un acte fort de responsabilité de la part de l'Afrique auquel a répondu un acte fort de solidarité de la part du G8.

C'est en fait la première fois qu'on parle sérieusement des problèmes africains. Et j'espère qu'en liaison étroite, nous aurons l'année prochaine, au Canada, des décisions fortes et concrètes, et même probablement avant, pour donner l'impulsion nécessaire à ce plan de développement durable de l'Afrique.

Et le dernier grand sujet, c'est ce qui touche à la gouvernance mondiale. Je crois que le G8 a compris qu'il ne pouvait pas simplement être une instance de réflexion entre riches, mais qu'il fallait avoir une liaison plus permanente avec les autres. Vous savez que j'avais proposé il y a un an, et cela a été adopté, que, lors de la présidence française de 2003, nous ayons non seulement le G8, mais une réunion du G-quelque chose qui, avec les Huit, permette d'avoir des représentants des pays émergents, des pays en développement et des pays les moins avancés, comme on dit aujourd'hui, c'est-à-dire des PMA. Ceci a été adopté. Je crois que c'est également très important.

Et enfin, ce matin, lors de la séance de travail, j'ai insisté sur trois points qui ont été adoptés. Deux problèmes, je dirais, un peu technique. Réfléchir à une meilleure cohérence du système international, c'est-à-dire à la coordination entre les grandes institutions financières internationales, les grandes institutions telles que l'OMC, l'Organisation Internationale du Travail, etcà Parce que trop séparés, chacun travaillant dans son coin, on aboutit à des contradictions. On le voit, par exemple, l'OIT a des exigences sociales qui ne sont pas prises en compte par l'OMC. L'environnement a des exigences qui ne sont pas prises en compte par les autres, etcà. Donc il y a un problème de cohérence.

Et puis, le deuxième problème, c'est que l'effort que nous faisons en matière de santé pour les pays du sud, avec le fonds thérapeutique, je crois qu'il faudrait l'accompagner en retenant une proposition qui a été faite par le docteur KOUCHNER et qui est la création d'un vaste réseau de "jumelages" entre les grands hôpitaux du nord et les grands hôpitaux du sud, de façon à ce que les moyens qui vont être mis en oeuvre, notamment par le fonds thérapeutique, puissent être utilisés de la façon la plus cohérente, la plus compétente possible. Donc un réseau de jumelages qui assume une responsabilité commune de lutte contre les grandes pandémies.

Et puis, le troisième point qui est d'ordre plus général, et que j'ai tenu à souligner, tient au fait que, chacun le sait, c'est un lieu commun de le répéter, l'accélération des choses se poursuit et qu'entre le moment où la recherche fondamentale trouve quelque chose, celui où la recherche appliquée le met en oeuvre et celui où le marché le reçoit, eh bien, le temps est de plus en plus court, ce qui veut dire que la réflexion pour savoir quelles sont les conséquences sur la société de ces innovations technologiques, scientifiques, etcà, est de plus en plus courte. Donc la capacité de réaction et donc la capacité de réflexion sont de moins en moins assurées.

J'ai souvent dit que le XXIème siècle, à cause de cela, devrait être le siècle de l'éthique. C'est de plus en plus évident. Et, ce matin, j'ai donc demandé à ce que la présidence canadienne puisse réfléchir, en liaison avec les autres, sur la mise en oeuvre d'un comité international d'éthique.

Nous avons des comités nationaux d'éthique. La France a été l'un des premiers pays, et probablement l'un de ceux où cette procédure est la plus élaborée, avec son comité national d'éthique. Mais chacun comprend bien qu'un comité national d'éthique ne répond qu'à une toute petite partie des choses car la mondialisation, la globalisation, font que les choses sont par définition mondiales. On apprend qu'à tel endroit on recherche le clonage des êtres humains, etcà Et donc, je pense que nous devons, même si c'est difficile compte tenu de nos approches différentes ou des points de vue différents, mettre en oeuvre un système international sous forme

d'un comité international auprès de l'ONU, un comité international d'éthique qui puisse être saisi et donner son sentiment sur les conséquences potentielles, les dangers, ou au contraire les avantages, que l'on peut attendre de telle ou telle découverte et de la mise en oeuvre de tel ou tel procédé. J'ai été entendu et nos partenaires ont accepté cette réflexion.

Voilà ce que je voulais vous dire et je suis naturellement tout prêt à répondre à vos questions.

QUESTION - Monsieur le Président, vous venez d'évoquer un certain nombre de points positifs. Nous ne doutons pas qu'il y ait en effet des points positifs, mais vous qui avez assisté à tous ces sommets depuis sept ans, vous n'avez pas le sentiment qu'il y a quand même le plus souvent beaucoup plus de désaccords, que ces sommets accouchent souvent d'une souris ? Est-ce que vous n'avez pas l'impression que les choses pourraient se passer plus simplement et qu'il y a malgré tout, et je ne veux pas faire un procès aux Etats-Unis, un grand empêchement de tourner en rond qui veut régner sans partage, qui veut imposer sa vision des choses à tout le monde, les Etats-Unis ?

LE PRESIDENT - J'avais eu l'impression de répondre un peu à votre question. Vous dites : il y a de plus en plus de désaccords. Non ! Il y a de moins en moins de désaccords. On arrive avec des désaccords importants et on les résout. Tous les sujets que j'ai traités en apportent le témoignage, y compris celui de Kyoto.

Vous dites : ça accouche d'une souris. Ça, c'est votre point de vue et il vous appartient de le défendre. Mais quand on met en place un fonds thérapeutique pour traiter les trois principales pandémies, on va y consacrer dix milliards de dollars, c'est une grosse souris ! Une grosse souris ! Et, pour ne pas parler des autres choses, quand je vous dis que, pour la première fois, on parle de l'aide publique, on reparle de l'aide publique au développement, quand je vous dis que, pour la première fois, on parle sérieusement de l'Afrique, ce ne sont pas des désaccords, ça. C'est, à partir de désaccords, une volonté de trouver une solution commune.

Quant aux Etats-Unis, ils ont leurs propres contraintes et leurs propres problèmes. Mais j'ai observé que, sur l'ensemble de ces sujets, le Président BUSH écoutait et qu'il n'a pas fait obstacle à un certain nombre de ces progrès que je viens d'évoquer.

Sur Kyoto, il n'a pas changé sa position mais nous ne nous attendions pas à ce qu'il la change.

Nous n'avons pas non plus changé la nôtre. Eh bien, nous continuerons à discuter.

QUESTION - Monsieur le Président, je voulais vous demander si, au cours de ce sommet, vous avez eu l'impression que les délégations européennes ont travaillé ensemble, l'Union européenne et la Commission européenne, ou bien s'il y a eu un travail des différentes délégations ? Et puis, à propos des discussions sur la légitimité et l'utilité de ces sommets, comment pourrait-on concilier ce travail avec celui de l'Assemblée Générale de l'ONU ?

LE PRESIDENT - D'abord, l'Europe a des positions. Elles sont connues. Elles ont été prises en commun et elles sont défendues par l'ensemble des participants. Et la présence de la présidence européenne et celle de la Commission en témoignent.

Alors, l'ONU a une autre vocation. C'est un grand forum international. Vous savez que nous, nous sommes favorables au renforcement des pouvoirs de l'ONU parce que nous pensons qu'il est nécessaire d'avoir une sorte de gouvernance mondiale. Et, donc, tout ce qui va dans le sens du renforcement des pouvoirs de l'ONU va de notre point de vue dans le bon sens. Mais, enfin, ce sont des exercices complémentaires.

QUESTION - Monsieur le Président, qu'est-ce qu'on peut attendre, alors, maintenant, concernant une possible mise en application du protocole de Kyoto ? Parce qu'il semble que le Canada et le Japon, également, traînent un peu les pieds. Donc, est-ce que cela veut dire qu'il n'y a plus que l'Europe qui, aujourd'hui, défend le protocole de Kyoto et que ce protocole, s'il n'a pas les ratifications nécessaires, ne pourra pas entrer en vigueur ?

LE PRESIDENT - Vous avez raison de le souligner, parce qu'il faut 55 %. Le Canada a incontestablement évolué pendant ces trois jours en direction de l'Europe. Et Jean CHRETIEN me le disait encore ce matin. En réalité, le Canada, me semble-t-il, je ne suis pas là pour parler de la position du Canada, naturellement, c'est donc mon impression, le Canada, au fond, maintenant, est très près de la position européenne. Sous une seule réserve : c'est qu'il souhaite que lui

soient reconnus certains droits à compensation. En clair, le Canada est un très gros exportateur d'électricité et il souhaite que ce fait soit reconnu, c'est-à-dire qu'on admette qu'en exportant de l'électricité, il permet, dans les pays qui importent cette électricité, de réduire les émissions de gaz à effet de serre et que, par conséquent, on en sache gré au Canada et qu'on lui donne en quelque sorte un crédit. Bon, nous sommes là dans les modalités techniques d'application du protocole de Kyoto et nous n'avons naturellement jamais dit que nous n'étions pas ouverts à la discussion sur les modalités techniques. Voilà pour le Canada.

Sur le Japon, je ne crois pas qu'on puisse aujourd'hui dire exactement quelle sera sa position définitive. Mais j'ai eu également l'impression que le premier ministre japonais était très sensible à la nécessité de mettre en oeuvre le protocole de Kyoto. Là encore, je ne le fais pas parler. C'est une impression. N'oublions pas que le peuple japonais est un peuple très attentif à tout ce qui touche la nature. Ce qui s'explique d'ailleurs pour un pays qui a une superbe nature mais une population considérable et pour laquelle chaque arpent de terre a une valeur en soi. Il doit être protégé quand il n'est pas utilisé pour la vie commune. Donc, je ne suis pas inquiet sur la position finale que prendra le Japon.

Alors, le problème c'est évidemment celui des Etats-Unis qui, aujourd'hui, contestent la méthode même de lutte contre les émissions de gaz à effet de serre prévue par le protocole de Kyoto. Et, sur ce point, nous sommes encore dans une contradiction. Je dois dire que les dernières informations dont je dispose des discussions qui ont lieu actuellement à Bonn entre les ministres de l'environnement, ces premières informations, sont plutôt positives. Mais comme je n'en ai pas le détail, je ne rentrerai pas dans le détail.

QUESTION - Je voulais aborder la question des manifestations, du contre-sommet, puisqu'un nombre important de personnes ont été arrêtées, un certain nombre ont subi des violences policières. Cette nuit encore, la police a envahi le Genoa Social Forum et embarqué une trentaine de personnes blessées sur des civières. Ma première question : est-ce que cette attitude vous paraît normale ? Et la deuxième, c'est : comment peut-on envisager le prochain G8, comment est-il possible d'organiser un G8 dans l'avenir ? Merci.

LE PRESIDENT - Je suis contre la violence, toutes les violences, et notamment celles qui s'exercent contre des journalistes. Je ne veux pas porter de jugement parce que je ne connais pas exactement les conditions dans lesquelles l'intervention policière s'est passée. Je dois dire que j'ai regardé la télévision, comme tout le monde, et que j'ai été consterné de voir la mise à sac d'une partie de Gênes. Les dégâts sont considérables. Je ne parle pas des véhicules brûlés mais les magasins pillés, cassés, dévastés, sont innombrables. Alors, permettez-moi de vous dire que, ça aussi, je ne peux pas l'admettre et que, ça aussi, je le condamne.

Comment peut-on par ailleurs améliorer les choses ? Eh bien, de deux manières. La première, je l'ai évoquée, je n'y reviens pas, c'est d'avoir, non pas naturellement avec les casseurs, mais avec l'immense majorité des manifestants, ceux qui expriment une inquiétude, une peur ou des espoirs, une concertation normale, naturelle et permanente, qui permette de prendre en compte les sentiments exprimés notamment par les ONG, un certain nombre d'associations, etc. Moi, avant ces réunions, je rassemble les dirigeants d'un certain nombre d'ONG, je les écoute et je vois bien quelles sont leurs inquiétudes et je les comprends. Ou, quand je ne les approuve pas, alors je leur explique et on parle. Bien. Ça c'est un premier point. On ne peut plus faire les choses comme si personne en dehors de nous n'avait de position, de sentiment ou d'avis sur l'évolution du monde.

Et puis deuxièmement, je crois qu'il faut, et tout le monde en est à peu près d'accord, revenir à l'esprit initial de ces sommets. C'est-à-dire des sommets beaucoup plus modestes dans leur ampleur, où les principaux responsables puissent échanger tranquillement leur point de vue et essayer de se convaincre mutuellement de faire les pas nécessaires pour qu'il y ait des progrès. Et cela permettrait d'éviter des manifestations dont l'ampleur est injustifiée et anachronique.

QUESTION - Monsieur le Président, dans le cadre de la question de la cohérence et du fonctionnement des Nations Unies, est-ce que le G8 a discuté des positions respectives face au sommet de Johannesburg en 2002 pour le développement durable ? Ou est-ce que cela sera à l'ordre du jour du G8 au Canada ? Merci.

l'ordre du jour du G8 au Canada ? Merci.

LE PRESIDENT - Toute la discussion, longue, qui a eu lieu sur l'environnement n'a pas porté seulement sur Kyoto. Elle a porté sur l'ensemble des problèmes d'environnement et c'est moi qui ai lancé cette discussion. Je peux donc vous dire dans quel esprit elle a eu lieu. Je l'ai située dans l'esprit de solidarité des générations et non pas seulement des gaz à effet de serre. Le progrès humain doit être recherché dans le respect de l'environnement, c'est d'ailleurs la seule manière d'avoir un progrès qui soit durable, par définition. Il n'y a pas d'autre planète à côté où nous pourrions puiser des ressources si nous avons épuisé les nôtres. Donc c'est bien dans un contexte général que s'est située notre discussion. Et, par conséquent, dans le contexte de la réunion de Johannesburg. Mais il est évident par ailleurs que ces discussions vont se poursuivre au niveau de ce que nous appelons nos Sherpas et, ensuite, avant Johannesburg, au Canada.

QUESTION - Monsieur le Président, les chefs d'Etat ont accepté la déclaration des ministres des Affaires étrangères concernant l'envoi d'une force ou de ce qui est appelé des observateurs impartiaux au Proche-Orient. Qui pourrait en faire partie ? Quelles sont les chances de persuader les belligérants d'accepter cet envoi ?

LE PRESIDENT - Il y a eu en effet la déclaration des ministres des Affaires étrangères, déclaration des ministres des Affaires étrangères du G8. Je le dis parce que j'ai lu quelque part que c'était la déclaration des ministres des Affaires étrangères d'Europe. Non, c'était celle du G8, c'est-à-dire que cela comportait l'accord du Secrétaire américain Colin POWELL. Nous avons discuté de ces sujets, naturellement, de façon approfondie et nous avons approuvé la déclaration des ministres des Affaires étrangères en lui donnant ainsi un poids politique naturellement plus fort.

L'idée va au-delà des observateurs. Des observateurs, il faudra voir ce qui est acceptable par les deux parties. Nous pensons qu'il faut des observateurs. Ensuite, il appartiendra aux diplomates de voir comment ces observateurs peuvent être acceptés par les deux parties, à la fois les Israéliens et les Palestiniens.

Mais, plus généralement, le débat a porté sur une divergence de vues entre ceux, et notamment le gouvernement israélien, qui sont partisans du 100% de résultats pour engager le processus que j'appellerai Mitchell, pour simplifier, et ceux qui, et c'est aujourd'hui la position des Huit, comme c'est d'ailleurs la position de l'Union européenne, veulent que le critère soit le 100% d'efforts, qui suppose naturellement que la partie palestinienne fasse les efforts nécessaires, sans que cela puisse être mis en doute, pour éradiquer le terrorisme.

Alors, la différence est grande. Parce que 100% de résultats, cela veut dire en réalité que n'importe quelle initiative prise n'importe où par un groupe de terroristes quelconque, consistant à porter le feu en Israël, détient la clé de la paix ou de la guerre. Et ceci ne peut naturellement que renforcer les groupes terroristes et affaiblir, notamment dans le monde arabe, les Chefs d'Etat ou de gouvernement modérés. C'est donc un processus dangereux. Et c'est la raison pour laquelle les ministres des Affaires étrangères, et ensuite les Chefs d'Etat et de gouvernement du G8, ont tenu à souligner l'importance qu'il y avait à obtenir l'éradication des attentats terroristes, naturellement, que rien ne peut justifier et qui doivent être condamnés, mais dans des conditions qui ne donnent pas la clé des événements à des groupuscules terroristes.

QUESTION - Est-ce que vous avez eu l'impression, lors de vos entretiens avec le Président BUSH, que l'administration BUSH va continuer à s'engager pour faire pression sur le Premier Ministre israélien, pour qu'il accepte le principe, justement, de ce mécanisme de surveillance pour Mitchell ?

LE PRESIDENT - Là encore, il ne m'appartient pas de parler au nom du Président BUSH. Mais j'ai eu ce sentiment. Plus important, le fait que le Président BUSH, après Colin POWELL, ait approuvé le communiqué plaide bien dans ce sens.

QUESTION - M. le Président, comment fait-on, aussi bien au plan national qu'au plan international, pour mesurer la représentativité des ONG, des associations, qui sont sensées représenter la société civile ? Les élus, on sait bien. Mais eux, comment fait-on pour en décider ?

LE PRESIDENT - Cela, c'est une vraie question. Mais ce n'est pas facile d'y répondre. D'abord, certaines ont une notoriété telle que, je dirai, elles s'imposent. Prenons l'exemple de Médecins sans frontières. Elles ne sont pas discutables. D'autre part, il y a une organisation qui est

reconnue et qui rassemble les principales, je l'ai rencontrée à plusieurs reprises, les principales ou en tous les cas un certain nombre d'organisations non gouvernementales importantes. A partir de là, ensuite, c'est vrai qu'il faut choisir et que ce n'est pas facile dans la mesure où elles sont très nombreuses. Donc, je répète, il y a un critère de notoriété et de représentativité.

Mais, alors, il y a un deuxième problème, à partir de là, c'est que la plupart de ces ONG sont des ONG du nord. Il faut naturellement s'assurer qu'elles sont transparentes, qu'il ne s'agit pas d'organisations manipulées, car il en existe aussi, par tel ou tel pays. Mais ce sont en toute hypothèse, pratiquement, uniquement des ONG du nord. Et donc, en réalité, nous n'avons pas d'ONG du sud. Cela veut dire qu'en écoutant les ONG, on écoute les gens du nord et on ignore les gens du sud. Cela, c'est un vrai problème. C'est la raison pour laquelle je suis intervenu, d'ailleurs, au cours de ce sommet, sur ce point également. Nous devons tout faire pour aider à la création d'ONG du sud, de façon à pouvoir également les entendre.

Voilà, mesdames, messieurs, je vous remercie.